

## Le dossier d'actualité

# 580 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

# Dépenses sociales : la grande dérive

**Le "modèle" social français se fissure : on dépense beaucoup, toujours plus et mal. Cette situation peut-elle durer, à l'heure de la rigueur ?**

Par JOSÉE POCHAT

**C**ette fois, c'est parti. Le 6 juillet, François Baroin, le ministre du Budget, a annoncé très clairement l'intention du gouvernement de réduire les dépenses sociales. Rigueur oblige. Bercy évoque, pour commencer, la fin du cumul de l'aide personnalisée au logement, perçue par les étudiants, et de la demi-part fiscale pour enfant à charge, dont bénéficient leurs parents, la suppression des allègements de charges pour les emplois à domicile et de la déduction de l'impôt sur le revenu des intérêts d'un crédit immobilier (aide promise et accordée par Nicolas Sarkozy en 2007, au lendemain de son élection). La France vient de s'engager auprès de Bruxelles à réaliser des économies de 100 milliards d'euros en trois ans, pour réduire ses déficits. Après les promesses de remise en ordre de nos comptes publics, et

alors que les pays européens annoncent les uns après les autres des plans de rigueur drastiques, n'était-il pas illusoire d'imaginer que la France, pays champion du monde des dépenses sociales, résoudrait sa propre équation sans douleur ?

« Aides sociales, dépenses de santé, retraites, assurance chômage... la France redistribue chaque année 580 milliards d'euros, souligne Pierre Méhaignerie, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée. C'est le prix de ce que l'on nomme l'Etat-providence. Certes, ces dépenses sont un formidable réducteur d'inégalités, puisque les 20 % de Français les plus pauvres voient leurs revenus augmenter de 50 % grâce à l'aide sociale, mais, dans le même temps, ce niveau de prestation peut étouffer l'emploi », reconnaît — timidement — l'ancien ministre, en soulignant que Jérôme Vignon, le président des Semaines sociales de France, partage cette analyse quand il constate que « la France n'a pas de résultats à la mesure de ses dépenses sociales ». L'économiste Michel Godet aussi, quand il affirme que « notre système de protection est certes nécessaire, mais inefficace et contre-

productif » (lire son interview page 10). Même les travailleurs sociaux ne défendent plus le schéma social français : « C'est incontestable, on gaspille beaucoup dans le social, confie une directrice d'un centre d'information sur les droits des femmes et des familles. Les prestations finissent par enfermer les populations en difficulté.

Ce sont par exemple ces chômeurs qui choisissent des formations rémunérées mais qui n'apporteront rien à leur projet professionnel. On continue ainsi à former des secrétaires alors que tout le monde sait que ce métier est en voie de disparition. Les entreprises, petites ou grandes, n'en embauchent plus. Même les PDG écrivent eux-mêmes leurs mails. Autre exemple bien connu des assistantes sociales, pour-

suit-elle, l'allocation de rentrée scolaire versée en septembre permet souvent aux familles de s'équiper d'un écran plat. Pourquoi ne pas verser ces sommes aux écoles, qui achèteraient elles-mêmes livres et fournitures scolaires aux enfants ? On pourrait malheureusement multiplier les exemples de ce type, de dépenses inefficaces ou détournées », regrette-t-elle.

Le constat finit presque par faire l'unanimité : le social, c'est beaucoup

**"Notre système de protection est certes nécessaire, mais inefficace et contre-productif."**





**Baroin.**  
Le gouvernement vient d'annoncer son intention de réduire les dépenses sociales.



**Méhaignerie.**  
Selon l'ancien ministre, le montant de la redistribution croît de 4,5 % par an.



**Godet.**  
"On n'a jamais eu le courage d'accorder une aide en exigeant une contrepartie d'activité."

e



d'argent dépensé, mais mal. « Et cette somme de 580 milliards d'euros augmente de 4,5 % chaque année », précise Pierre Méhaignerie. Ce que la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap) appelle « le dérapage incontrôlé », le « toujours plus » de la protection sociale française qui ne résout pas pour autant les problèmes.

La Fondation a analysé cette "exception française". Selon Eurostat, l'institut statistique de l'Union européenne, les dépenses de notre système redistributif ont augmenté de 24 % en euros constants depuis 1997. Avec des dépenses sociales qui dépassent 30 % du PIB, la France est le pays européen (et même probablement le pays au monde) où les dépenses sociales sont les plus élevées. Entre 1997 et 2007, les aides accordées sous conditions de ressources se sont envolées : +48 % pour les prestations pauvreté et exclusion, +43 % pour les aides aux familles (hors allocations familiales), +115 % pour le minimum vieillesse et l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), +32 % pour les prestations invalidité... Pour un total qui avoisine les 90 milliards d'euros.



**Inflation.**  
Depuis 1997, les dépenses de notre système de redistribution ont augmenté de 24 % (en euros constants).

mun vieillesse (1956), les exonérations de taxes locales (1965), les aides aux adultes handicapés (1975), l'allocation spécifique de solidarité (1984), l'allocation de rentrée scolaire (1986), le RMI (1988)...

Problème, note l'Ifrap, « l'empilement des aides auquel les gouvernements successifs ont procédé depuis trente ans devient incompréhensible pour leurs bénéficiaires. Elles ne répondent quasiment jamais aux mêmes conditions, certaines sont forfaitaires, d'autres dégressives en fonction des revenus et les règles de cumul entre elles sont infiniment compliquées ».

« Politiques de droite comme politiques de gauche ont en réalité conduit la France à un niveau de protection sociale monétaire qui ne peut guère connaître de nouveaux développements sans redéfinition des missions sociales publiques », résume la Fondation. Il ne reste plus grand monde pour le contester. Reste à passer à l'acte...

La faute à la gauche ? Une idée reçue. Si on doit à des gouvernements socialistes la CMU, l'APA et la PPE (prime pour l'emploi), la droite n'est pas en reste. Sous les présidences de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, on a vu successivement le développement de la CMU, l'augmentation de la PPE et des prestations liées aux jeunes enfants et surtout la création du RSA. Ces prestations sont venues s'ajouter aux aides plus anciennes, comme le mini-



**Entretien.** L'économiste Michel Godet dénonce les mauvais

# "Assez d'assistanat sans

**La France est le pays champion du monde de la dépense sociale... et de l'insatisfaction. Encore une "exception française", analysée sans concession par ce professeur au Conservatoire national des arts et métiers.**

**L**a dérive de nos dépenses de protection sociale est largement financée par la dette. Cette situation peut-elle durer ?

Méfions-nous de l'amalgame entre déficit public et dépenses sociales. Je ne suis pas sûr que les prestations sociales doivent être montrées du doigt comme source d'économies. En revanche, il est clair qu'il faut les affecter de façon plus efficace. Nous dépensons beaucoup pour la solidarité et c'est normal, mais ces dépenses sont trop souvent inefficaces et c'est anormal.

Un exemple concret : la collectivité consacre 60 euros à 90 euros par jour, selon les sources, aux 100 000 SDF. Dix mille travailleurs sociaux sont affectés à cette population. Quand on se penche sur l'aide réelle aux SDF, on s'aperçoit que 90 % des sommes engagées financent les brancardiers, les brancards, bref les professionnels de l'action sociale. Bel exemple d'inefficacité, où l'argent sert à entretenir la réparation plutôt qu'à faire de la prévention en s'attaquant aux vraies causes de l'exclusion. Il faut aider ceux qui sont à la rue à s'en sortir plutôt que les y maintenir dans des tentes régulièrement renouvelées.

Parmi les SDF, 40 % sont issus de la DASS. Ce sont des blessés de la route familiale. Les responsables sont les parents défaillants et non la société, qui doit cependant s'en occuper. Les 60 % restant sont souvent des hommes seuls, très peu qualifiés et qui ont rencontré

un problème de santé. Un tableau qui conduit à être éjecté du monde du travail et à produire des individus inemployables. Pourquoi, au lieu d'imposer des examens de santé pour entrer à la RATP (par exemple) pour travailler derrière un guichet, on ne réserverait pas justement ces emplois à ces personnes accidentées de la vie, quitte à les faire travailler en binôme ?

**Comment agir sur les défaillances familiales ?**

Face à toutes ces femmes qui élèvent seules leurs enfants, que fait-on pour retrouver les pères et les contraindre à participer réellement à l'éducation de leurs enfants ? Rien. Alors que celui qui fait un excès de vitesse de 5 kilomètres-heure sur l'autoroute est retrouvé dans les dix jours. Récemment, j'ai croisé une femme qui élève seule un enfant, avec 900 euros. Le père de l'enfant est policier

et lui verse seulement 90 euros par mois de pension alimentaire. Il serait quand même simple de le retrouver et de le mettre face à ses responsabilités.

Mais non, on préfère dire à la mère qu'elle va bénéficier de l'allocation parent isolé. En réalité, les travailleurs sociaux entretiennent une politique de guichet. Parce qu'ils ne savent pas faire autre chose, alors qu'il faudrait accompagner les individus en difficulté dans une dynamique de projet et non les assister.

Nos systèmes sociaux sont suffisants pour que ceux qui sont au bas de l'échelle s'en sortent. Le problème vient de ceux qui en profitent de façon abusive. Comme les parents qui touchent des allocations sans même s'assurer que leurs enfants vont à l'école. Ils n'ont pas que des droits, mais aussi un devoir d'éducation. Si les parents ne le remplissent pas, il faut placer les enfants dans des internats, en leur donnant des bourses. Pourquoi n'a-t-on jamais de difficultés avec les enfants d'origine asiatique ? Tout

simplement parce que leur éducation est restée stricte, sans déficit d'autorité. La famille remplit son devoir premier, celui d'éduquer les enfants.

Je crois qu'il est temps d'être plus interventionniste dans les quartiers sensibles pour en tirer les jeunes qui sont condamnés si on ne les sort pas de leur cité. C'est pour cela que je suis un libéral interventionniste, libéral parce que social. Le marché est dominé par

le court terme et la mixité sociale ne se construit pas sans intervention publique. Dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les gens ne s'aperçoivent de rien, partent dans leur maison de campagne le week-end, leurs enfants se fréquentent en circuit fermé dans des rallyes. On est en train de fabriquer une société de ghetto, à la sud-africaine. En Île-de-France, c'est déjà fait.

À l'inverse, l'action sociale est inapte à remettre les gens tombés à terre en selle de façon économiquement viable.

**Vous dites que l'on entretient une politique de guichet, signifiez-vous par là que l'on a développé l'assistanat ?** Bien sûr. Les politiques n'ont jamais eu le courage d'accorder une aide en exigeant une contrepartie d'activité. Ce devrait pourtant être une règle d'or : pas de revenu sans contrepartie d'activité. C'est une question de dignité pour les individus et d'efficacité pour la société.

L'exemple du RSA et de ses effets pervers est symptomatique. Une fois de plus, l'enfer est pavé de bonnes intentions. La généreuse idée de ce dispositif consistait à dire que celui qui reprenait un emploi rémunéré au smic ne devait plus perdre d'argent en se remettant à travailler, par le jeu des aides qu'il perdait automatiquement. Mais on a construit le dispositif de telle manière que celui qui travaille 26 heures par semaine et touche le RSA bénéficie de plus d'avantages et de

**"Certains vivent avec 2 euros par jour... une fois payés les téléphones portables, les cigarettes et Canal Plus."**



es dépenses de la protection sociale.

# contrepartie"

revenus que le travailleur, au smic, à plein temps. En voulant inciter les gens à retravailler, on décourage les smicards, avec en plus des dispositifs tellement complexes qu'il a fallu recruter des milliers de personnes et fermer les CAF débordées par les dossiers dignes de notre "modèle soviétique réussi".

**Comment sortir de cette logique de l'assistanat ?** En remettant les individus dans une dynamique de projet. Sur le terrain, il y a une guerre de religion entre ceux qui pensent qu'il faut partir du soutien social par les aides pour accompagner les individus vers l'économique, et ceux qui croient au contraire, comme moi, que l'insertion se fait grâce à l'économique. On s'est rendu compte qu'en confiant à un chômeur la responsabilité, au sein d'une entreprise, de réveiller un projet dormant, on le remet en situation de travail. Même si le projet n'aboutit pas, la personne est redevenue employable, notamment parce qu'elle est sortie de l'assistanat.

On lui a fait ce cadeau de lui dire : « Lève-toi et marche. » La clef est là.

C'est la même chose avec le handicap. Dans sa thèse, Bachir Kerroumi, lui-même aveugle, a montré que le handicap était une différence à positiver. Quand on embauche un handicapé, la productivité globale du service où il a été placé augmente. Pourquoi ? Parce que tout le monde se met à l'aider et que cela crée du sens et du lien. Il faut redonner des responsabilités aux gens, les mettre en situation. L'insertion est en soi formatrice. Il ne faut pas former

les gens pour leur donner un emploi, il faut les insérer pour leur donner une formation qui débouchera sur un emploi. On ne forme pas pour l'emploi, mais par l'emploi. En France, on préfère malheureusement donner aux chômeurs des formations bidon. En maintenant les personnes en difficulté dans l'assistance, on les condamne à y rester.

**Nous sommes très éloignés du concept social que vous défendez ?** Le schéma social français, c'est assurer l'assistance puis ensuite attendre que les individus reviennent vers le monde économique. On s'en sort d'autant moins que les personnes en difficulté sont entre les mains de travailleurs sociaux qui fondamentalement pensent qu'ils ne sont pas là pour panser les plaies du capitalisme. Ce sont des nostalgiques du mur de Berlin. Ils ne sont pas mécontents d'entretenir l'image d'un mauvais système. Il est certes perfectible, mais n'oublions pas que notre espérance de vie a augmenté de quarante-quatre ans depuis 1900 et le revenu par habitant de 50 % depuis 1980. Si les Français qui vivaient au moment de la guerre de 1914 revenaient, ils nous diraient : « Vous pleurez la bouche pleine. » Au lieu d'être conscient de ces avancées, de ce que l'on possède, on est frustré de ce que l'on n'a pas.

**Comment expliquer justement qu'en étant le pays qui dépense le plus en redistribution sociale, on ressent un tel sentiment d'insatisfaction ?** Je reprends cette image parlante : « Quand mon voisin s'achète une grosse



THÉRIER BOULLEVOILLÉ JACOB





MARCHÉ EST REPUBLICAIN/ANAPPP

**Chômage.** Selon Michel Godet, celui qui travaille, avec le RSA, 26 heures par semaine gagne plus qu'un travailleur au smic à plein temps.

*voiture, mon niveau de vie relatif baisse.* » Que voit-on quand on analyse la précarité ? On découvre une première pauvreté, monétaire : tous ceux qui ont moins de 1900 euros par mois, pour une famille avec deux enfants. C'est peu, mais en province, vous avez des familles qui, avec ce niveau de vie, s'en sortent, élèvent bien leurs enfants, partent en vacances en caravane. La deuxième catégorie, ce sont tous ceux qui ont des fins de mois difficiles parce qu'ils dépensent plus que ce qu'ils gagnent. Une catégorie comprenant aussi des personnes à qui il reste deux euros par jour, une fois payés les téléphones portables, les cigarettes et Canal Plus.

La France est le seul pays où depuis vingt ans, la moitié de la population a peur de tomber dans l'exclusion, où les jeunes sont aussi pessimistes face à l'avenir. Non, en réalité, il n'y a pas de raison d'être inquiet pour les jeunes, ils vivront plus longtemps et seront rares et donc convoités par les entreprises, à condition qu'ils aient envie de travailler. On ne leur rend pas service en les assistant. Cette idée saine, de simple bon sens en réalité, n'est pas nouvelle. Sous Jean le Bon, en 1351, on disait que faire l'aumône à un bien-portant était un délit. On distinguait les valides des invalides. Les premiers devaient travailler, les seconds être aidés. On se lamente toujours devant le taux communément admis de 25 % de jeunes au chômage. Ce n'est pas si simple. Il s'agit de la part des 16 à 25 ans qui se présentent sur le marché du travail. On oublie les

60 % de jeunes qui font des études. En réalité, ce sont seulement 10 jeunes sur 100 que nous croisons dans la rue qui sont au chômage.

C'est-à-dire la moitié des 20 % d'une classe d'âge en échec scolaire non employable, faute de "savoir-être" minimal,

**Au fond, vous êtes plutôt optimiste ?** Oui, parce qu'entre un bateau qui coule et un bateau qui flotte, il n'y a pas un grand écart. Ce qui me réjouit, c'est que nous connaissons l'ampleur de nos gaspillages. Nos dépenses publiques (54 % du PIB) sont plus élevées de 6 points que la moyenne de l'Union européenne. Soit 120 milliards d'euros. Le montant des économies réalisables est à la hauteur de nos gaspillages.

On n'arrête pas d'entendre que l'ascenseur social est en panne. C'est encore une bêtise. Si l'ascenseur par les diplômes ne fonctionne plus parce qu'ils sont dévalués, on peut toujours se construire un escalier par ses compétences et ses efforts. Je pourrais raconter dix, vingt, cinquante belles histoires de jeunes ou de moins jeunes qui se sont battus, ont entrepris, en partant d'un projet qu'ils ont défendu, et qui ont réussi.

Comme celle de ce jeune agriculteur de Machecoul, Pascal Beillevaire. Ses parents avaient 60 vaches, ils vendaient du lait caillé au marché. Avec le développement de la grande distribution, l'exploitation était condamnée. Ce jeune a décidé de se battre, il a réfléchi.

Il avait la bosse du commerce. Trente ans après, il est devenu producteur et premier affineur français de fromage au lait cru. Il est à la tête de plusieurs dizaines de magasins, dont 18 à Paris. **Nicolas Sarkozy nous promettait la rupture, où la voyez-vous dans nos pratiques sociales et dans l'évolution de la dépense publique ?** J'ai été un déçu du socialisme, je suis maintenant un déçu du sarkozysme. La France, qui se vantait d'être un modèle soviétique réussi, risque d'échouer. La socialisation de l'économie française a commencé sous Giscard d'Estaing : la dépense publique a augmenté d'un point de PIB par an, durant son septennat. C'était les débuts de la dérive des dépenses, trajectoire

dont nous n'avons jamais dévié. Depuis dix ans, la France est le seul pays de la zone euro où le PIB augmente moins vite que le revenu distribué. On a vécu au-dessus de nos moyens en prenant dans la poche de nos enfants.

C'est irresponsable. On ne s'est pas rendu compte que l'on était comme la Grèce, anesthésiés par l'euro. Maintenant, on n'a plus le choix, si on ne veut pas

être relégués par les Allemands dans les "pays du Club Med". Ils nous laisseraient l'euro comme un "sous-mark".

On est à un tournant où la France doit arrêter de vivre dans l'illusion, cesser de penser qu'il est possible de travailler moins que les autres, (trois semaines de moins, par habitant, très exactement, que la moyenne communautaire). Avec un coût du travail devenu 10 % supérieur à celui de l'Allemagne, une tendance logique puisque l'on paye les gens trente-neuf heures pour travailler trente-cinq heures. L'Allemagne représente 40 % de notre déficit industriel, elle n'est pourtant pas un pays à bas salaires.

Demain, il faudra remettre la France au boulot, et dans certains cas, travailler plus pour ne pas gagner moins.

Propos recueillis par  
**JOSÉE POCHAT**

**"La socialisation de l'économie française a commencé sous Giscard. Les débuts de la dérive des dépenses."**

Michel Godet  
**Le Courage du bon sens**  
Pour contraindre l'avenir autrement



**À lire**  
**Le Courage du bon sens.**  
**Pour construire l'avenir autrement,**  
**Odile Jacob**  
464 pages, 22 €.